

*Les crédits*

Au sommet de l'emploi tenu à Detroit la semaine dernière, les sept grands pays industrialisés ont discuté du problème de l'emploi et de leurs 30 millions de chômeurs, chiffre qui ne cesse d'augmenter.

En Europe, la création d'emplois est nulle depuis un an ou deux. Aux États-Unis, il se crée des emplois, mais ce sont des emplois à temps partiel, subalternes, instables, insuffisamment rémunérés.

La solution canadienne est d'établir un équilibre, de faire un compromis pour favoriser la croissance et la création d'emplois, pour stimuler l'économie et aider le secteur privé afin de relancer la création d'emplois dans le secteur privé tout en reconnaissant que des changements fondamentaux ont lieu sur le marché de l'emploi et qu'il ne suffit pas d'avoir un emploi au salaire minimum si les travailleurs vivent quand même au-dessous du seuil de pauvreté. Il ne sert pas à grand-chose de promettre aux travailleurs un emploi de 20 heures par semaine s'ils ne peuvent pas toucher en même temps des prestations.

C'est avec ce genre de problèmes que nous nous débattons. Il y a malheureusement des députés, notamment les bloquistes, qui ne veulent rien comprendre. Leur représentant au comité parlementaire nie l'évidence de l'urgence d'une réforme. On préfère organiser des démonstrations et prôner le statu quo. Sauf qu'avec le statu quo, les emplois, les revenus et les autres possibilités ne seront pas au rendez-vous.

Voilà pourquoi on peut résumer ainsi notre vision: adopter l'approche la plus étendue, la plus complète jamais vue de toute notre histoire face à la question du chômage, entreprendre une stratégie tous azimuts de création d'emplois.

Certaines de ces mesures ont déjà été proposées aujourd'hui. Le programme d'infrastructures qui, selon nos prévisions, devrait créer de 60 000 à 70 000 emplois, sera la bougie d'allumage de l'économie, à présent que nous approchons des 3 p. 100 de croissance par an. Ça aura un effet d'électrochoc sur le marché de l'emploi. Ce programme d'infrastructures, il ne faut pas le mesurer seulement en fonction du nombre d'emplois qu'il va générer, mais également en tant que signal envoyé aux Canadiens pour leur montrer que les choses commencent à bouger.

J'ajouterai que, lorsque j'entends des députés réformistes ou la députée de Mercier dire que c'est de l'argent gaspillé, le problème, c'est qu'ils ne comprennent pas l'enjeu. Ce n'est pas gaspiller de l'argent que d'investir dans la réfection de routes et dans l'amélioration des transports comme des infrastructures. C'est favoriser la productivité. C'est se doter des outils nécessaires pour générer davantage de richesses.

Si on laisse l'infrastructure se détériorer, si on ne fait rien pour nos routes parsemées de nids-de-poule, si on ne peut pas faire circuler l'information sur une autoroute électronique, si on ne commence pas à rebâtir nos écoles et nos universités, on ne connaîtra pas la croissance.

Certes, on peut s'interroger sur les modalités d'affectation des crédits. On peut se demander qui va investir dans un nouveau réseau routier. Est-ce qu'une société pétrolière va se lancer dans la construction de routes? Est-ce qu'une banque va participer à l'ouverture d'un collège de formation? Est-ce possible? Cette responsabilité incombe au secteur public. Ça relève du gouvernement. Voilà pourquoi nous avons assumé cette responsabilité.

• (1330)

Quand j'entends les députés d'en face dire que c'est un gaspillage d'argent, c'est pour moi la preuve qu'ils ne sont pas sérieux à ce sujet, qu'ils n'ont pas vraiment réfléchi à une stratégie de la croissance, à une stratégie de l'emploi. Comme le dit l'éditorialiste de *La Presse*, ils se font les apôtres de la rigidité et de la paralysie.

Dans le budget, nous avons introduit un certain nombre de mesures. Le programme d'infrastructures est un programme important d'aide aux petites entreprises. On commence à voir que c'est de là que viendront les emplois. Ce sont les petites entreprises qui seront le moteur de la création d'emplois, à condition qu'on leur donne des incitations adéquates, qu'on leur donne le bon signal.

Je trouve incroyable l'ignorance des députés d'en face qui ont critiqué nos efforts en vue d'alléger les charges sociales des petites entreprises dans le but de créer des emplois.

[Français]

Je trouve la position du Bloc québécois incroyable, qui est contre l'effort de réduire le taux de cotisation à l'assurance-chômage, parce que cette initiative aura un impact positif pour les petites entreprises.

Je voudrais donner un bon exemple en prenant le cas d'une petite entreprise employant 100 travailleurs. Cette initiative de réduire le taux de cotisation aura pour effet de faire économiser 30 000 \$ à cette entreprise, ce qui est suffisant pour embaucher un autre travailleur, un autre employé.

[Traduction]

Comment peut-on s'opposer à une mesure qui vise manifestement à inciter les petites entreprises à recruter des gens, en réduisant la structure de leurs coûts, en augmentant leur marge d'autofinancement, en allégeant le fardeau qui pèse actuellement sur elles.

Il y a à peu près une semaine, j'ai rencontré les représentants de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante qui représente des centaines de milliers de petites entreprises au Canada. Ils m'ont dit que c'était l'une des meilleures choses qu'un gouvernement avait jamais faites quand il a commencé à leur dire que nous allions compter sur les petites entreprises. Ils ont déclaré qu'ils allaient relever le défi, étant donné que nous nous étions montrés soucieux de leur sort.